



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°10 | November 2020


Fondation Pierre du Bois
pour l'histoire du temps présent

Deux drapeaux pour une nation: Le Belarus, entre Europe et Russie

Barbara Martin *

Deux drapeaux, chargés de symboliques historiques, flottent dans le ciel de Minsk. Alors que l'administration présidentielle arbore l'étendard vert et rouge inspiré du drapeau de la République soviétique de Biélorussie, rétabli officiellement en 1995, les manifestants brandissant des drapeaux blanc-rouge-blanc se réclament d'un autre héritage : celui du Grand-Duché de Lituanie et de l'éphémère République Populaire Biélorusse, déclarée en 1918, mais disparue des cartes un an plus tard. Longtemps considéré comme le dernier bastion autoritaire en Europe, le Belarus est secoué depuis l'élection présidentielle du 9 août 2020 par une vague de protestations sans précédent dans l'histoire de cette république post-soviétique. Si le président sortant Alexandre Loukachenko (Aliaksandr Lukashenka) est coutumier des fraudes électorales massives et des purges contre ses opposants politiques, qui lui ont permis de se maintenir au pouvoir depuis 1994, sa gestion calamiteuse de la crise du coronavirus a achevé d'entamer sa crédibilité auprès des électeurs. Le vent de rébellion qui souffle sur le Bélarus s'est déjà fait sentir lors des protestations de 2006 et de 2010, mais jamais encore les manifestations n'avaient atteint une telle ampleur. Rassemblant des centaines de milliers de personnes à travers le pays, elles unissent non seulement une frange libérale-démocratique de l'électorat, mais également des milieux ouvriers, traditionnels piliers du régime de Loukachenko. Malgré la nature entièrement pacifique de ces manifestations, la réaction policière a été d'une grande brutalité, marquée par l'arrestation de milliers d'opposants, l'usage de la torture et de violences sexuelles. Alors que sa candidature n'était au départ qu'une solution de dépannage suite à l'arrestation de son mari, le blogueur dissident Sergueï Tikhonovski, la candidate officiellement vaincue Svetlana Tikhonovskaïa (Sviatlana Tsikhanouskaïa) a annoncé le 14 août sa victoire à l'élection présidentielle et la création d'un Conseil de Coordination visant à faciliter un transfert pacifique du pouvoir. Toutefois, face à la menace d'arrestation, elle a été contrainte de se réfugier en Lituanie, tandis que les autres membres du Conseil de Coordination étaient soit arrêtés ou enlevés, soit contraints à l'émigration.

La confrontation entre Loukachenko et son peuple, qui rappelle les révolutions de couleur qui ont secoué l'espace post-soviétique depuis 2003 et en particulier les révolutions ukrainiennes de 2004 et 2013-14, est observée avec inquiétude par la Russie et l'Occident. L'Union européenne et les Etats-Unis ont refusé de reconnaître la victoire de Loukachenko et protesté contre les violences envers les manifestants. Lors de sa rencontre avec Tikhonovskaïa le 29 septembre 2020 à Vilnius, le président français Emmanuel Macron a conseillé à Loukachenko de respecter la volonté populaire exprimée par les urnes. Le précédent ukrainien reste évidemment à l'esprit de tous les protagonistes concernés, qu'ils soutiennent ou qu'ils opposent le président biélorusse. Un soutien trop marqué des gouvernements occidentaux aux protestataires pourrait être interprété par les autorités russes comme une ingérence et pourrait pousser Moscou à une démonstration de force en soutien à Loukachenko. Vladimir Poutine hésite certes à s'engager dans la voie d'une intervention militaire qui provoquerait une nouvelle vague de sanctions internationales, mettant à mal une économie russe fragilisée par la crise du coronavirus. Néanmoins, il a affiché son soutien à Loukachenko, notamment en organisant des manœuvres militaires communes sur le territoire biélorusse début septembre. Les deux Etats, qui sont associés par deux traités d'union conclus en 1997 et 1999, n'ont jamais réalisé leur ambition première de fusion en un seul Etat, mais restent de proches alliés. Il serait cependant réducteur de voir en Vladimir Poutine un soutien inconditionnel de son homologue biélorusse : les relations entre les deux chefs d'Etat ont été marquées par bien des aléas, et Loukachenko a toujours su instrumentaliser sa relation avec Moscou pour en tirer des dividendes politiques et économiques, jouant de la rivalité entre Est et Ouest dans l'intérêt de son propre maintien au pouvoir. La comparaison avec l'Ukraine a également ses limites : si Kiev et Minsk ont tous deux joué le balancier entre l'Union Européenne et la Russie par le passé, l'Ukraine d'avant la Révolution de l'Euromaïdan était un pays plus profondément divisé sur le plan linguistique et politique que ne l'est le Bélarus, dont la population est devenue, au terme de décennies de russification, quasiment exclusivement russophone.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°10 | November 2020

Cette nation, apparue tardivement sur l'échiquier géopolitique, et à laquelle semble manquer l'identité nationale propre nécessaire à une indépendance réelle de Moscou, est un paradoxe pour l'observateur européen, coutumier de l'équation une langue – une nation. Mais c'est oublier que nombre de nations occidentales plus anciennes se sont construites sur la base d'une identité civique plutôt qu'ethnique et partagent leur langue nationale avec d'autres peuples, qu'il s'agisse des Etats-Unis et du Canada anglophones, affranchis de leur métropole de jadis, ou de la Suisse ou de la Belgique plurilingues qui, par une identité nationale propre, se distinguent de leurs voisins avec lesquels elles partagent une ou plusieurs langues nationales.

Dans ce papier d'actualité, nous allons explorer les racines et l'histoire du développement d'une ou de plusieurs identités nationales biélorusses, ainsi que l'impact sur cette identité des relations de ce peuple avec la Russie. Ce faisant, nous nous efforcerons d'échapper à deux pièges courants : d'une part, l'essentialisation d'une identité nationale biélorusse figée dans un cadre historico-linguistique défini par les activistes du mouvement nationaliste, d'autre part, la négation d'une identité nationale propre au peuple biélorusse – un discours dominant en Russie, mais aussi parmi les partisans d'une relation plus étroite avec Moscou.

L'identité biélorusse : le choix d'un projet national parmi d'autres

Dans une définition classique souvent citée, Staline décrivait la nation comme « une communauté humaine stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit par une communauté de culture ». Si Ernest Renan a mis l'accent sur la volonté de « vivre ensemble » dans une définition civique de la nation en France, en opposition au modèle allemand de communauté ethnique, et Benedict Anderson a décrit la nation comme une « communauté imaginée », il n'en reste pas moins que la formation d'une nation suppose une base identitaire commune, qu'elle soit culturelle, linguistique, ethnique ou mêle plusieurs de ces aspects. Dans le cas du peuple biélorusse, l'absence de territoire national avant le XXe siècle et l'incorporation à d'autres Etats, les divisions religieuses, ainsi que la grande proximité culturelle et linguistique avec le voisin russe expliquent en grande partie le développement très tardif d'une identité nationale biélorusse. Il convient toutefois de s'interroger sur le caractère inévitable de ce développement. L'émergence d'une autre configuration politique et identitaire n'était-elle pas possible ?

Comme le montre Andrew Wilson, le projet identitaire biélorusse n'a été historiquement qu'une variante parmi plusieurs configurations possibles. Au XIXe siècle, plusieurs autres alternatives identitaires occupaient le devant de la scène, telles qu'une identité civique commune aux peuples balto-slaves des terres de l'ancien Grand-Duché de Lituanie ou une identité « ouest-russienne », considérant le peuple biélorusse comme une composante du peuple russe. L'existence de plusieurs projets identitaires alternatifs n'avait rien d'étonnant, étant donné l'histoire de ces territoires et la fluidité des frontières linguistiques et culturelles. En effet, les territoires qui forment aujourd'hui le Bélarus ont appartenu du XIVe au XVIIIe siècle au Grand-Duché de Lituanie, qui forma en 1569 une union avec le royaume de Pologne, avant d'être incorporés à l'Empire russe au terme des trois partages de la Pologne par la Russie, la Prusse et l'Autriche en 1772, 1793 et 1795. Symbolique de cette intersection des histoires et des identités, la ville de Vilnius/Vilna/Vilno/Vilnia a été revendiquée aussi bien par les Lituanais et les Biélorusses que les Polonais, et a été incorporée de 1920 à 1939 à la République de Pologne issue du traité de Versailles. Au XIXe siècle, les terres biélorusses étaient beaucoup moins homogènes sur le plan religieux qu'elles ne le sont aujourd'hui, partagées entre catholicisme et orthodoxie, mais aussi peuplées jusqu'au début du XIXe siècle par des Uniates, reconnaissant l'autorité du Pape tout en pratiquant le rite byzantin, tandis que la minorité juive se concentrait principalement dans les villes.

Ces différents facteurs expliquent le fait que des activistes biélorusses aient pu participer dans un premier temps au mouvement de libération nationale polonais, basé à l'époque sur l'idée de résurrection de la *Rzeczpospolita* de Pologne-Lituanie plutôt que sur un concept identitaire ethnique. Le cœur de ce mouvement se situait dans la ville de Vilna, dont l'université était alors l'un des plus grands centres intellectuels de l'Empire russe. L'un de ses anciens étudiants, le poète Adam Mickiewicz, né près de Grodno, est ainsi considéré comme l'un des chantres du mouvement national polonais. Toutefois, le courant polonophile était restreint à l'élite intellectuelle, qu'un fossé séparait des paysans biélorusses, et les insurrections de 1830 et 1863 contre l'occupant russe se soldèrent par la fermeture de l'université de Vilna et amenèrent une réduction de l'influence polonaise sur les terres biélorusses, du fait de l'interdiction de la langue polonaise et de la religion uniate.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°10 | November 2020

Néanmoins, l'idée d'un projet national centré sur un territoire et une histoire commune, plutôt qu'une communauté de langue ou de religion, à l'instar de la Suisse, allait réapparaître avec le mouvement des *kraiovtzy*. En réponse aux nationalismes ethniques polonais et russe, ce mouvement appelait à une union des Biélorusses, Lituanais et Polonais autour d'une définition territoriale et civique de leur identité, centrée autour de la région (*krai*) de Vilna. De l'autre côté du spectre identitaire, on trouvait l'option « ouest-russienne », prônant une loyauté politique et culturelle envers l'Empire russe et qui trouva sympathie auprès des autorités tsaristes après la répression de l'insurrection de 1863. Marqué par une certaine polonophobie et un mépris pour la langue biélorusse, ce courant considérait le russe comme la langue naturelle des Biélorusses et appelait à une plus grande intégration avec le peuple russe. Il faudra attendre le début du XXe siècle pour voir apparaître non pas un, mais plusieurs mouvements nationaux biélorusses, adoptant différentes bases, que ce soit l'idée de justice sociale au sein du mouvement socialiste révolutionnaire, la religion catholique, ou encore la langue biélorusse.

La question de l'identité nationale biélorusse était donc loin d'être résolue en 1918, lorsque, suite à la Révolution d'Octobre, une République populaire biélorusse fut déclarée, bientôt incorporée dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. La création d'un Etat biélorusse, même sous l'égide de Moscou, allait contribuer à donner une forme concrète au projet national.

La Biélorussie dans l'Empire soviétique

La République Populaire Biélorusse (BNR) fut déclarée le 25 mars 1918, suite au traité de paix de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et la Russie, par lequel les dirigeants bolchéviques cédaient à l'ennemi de vastes territoires sur le front est-européen. La BNR adopta les emblèmes du Grand Duché de Lituanie : le drapeau blanc-rouge-blanc et le blason de Pahonie, représentant un chevalier armé d'une épée sur un destrier blanc. Cependant, ce premier Etat biélorusse né sous protection allemande ne fut reconnu par aucun Etat et ne put se maintenir face à l'Armée Rouge après le retrait des troupes allemandes en décembre 1918. Au cours des années suivantes, les frontières de la Biélorussie fluctuèrent considérablement : en 1919, elle fut brièvement incorporée dans une république socialiste soviétique lituano-biélorusse. Cependant, suite à la guerre avec la Pologne et l'occupation d'une partie des terres biélorusses par les armées polonaises, le traité de Riga du 18 mars 1921 octroya à Varsovie non seulement la Galice ukrainienne mais aussi les territoires biélorusses occidentaux et un vaste pan de la Lituanie actuelle incluant la ville de Vilnius. Ainsi, l'héritage du Grand Duché de Lituanie pouvait désormais être revendiqué par trois Etats : la Pologne, la Lituanie devenue indépendante, et la République socialiste soviétique de Biélorussie (BSSR), toutes trois ayant des vues sur Vilnius.

Dans l'entre-deux-guerres, les terres biélorusses se trouvèrent ainsi scindées en deux et soumises à des influences politiques différentes. Au sein de la BSSR, à partir de 1924, la politique de *korenizatsiia* (« indigénisation »), visant à la promotion de la culture et de la langue des nations titulaires des républiques soviétiques, permit une « biélorussification » de la vie politique et culturelle. La Biélorussie avait désormais sa propre constitution, mais aussi son Association Biélorusse des Poètes et Ecrivains, et on y publiait de nombreux livres, revues et journaux en langue biélorusse. En Pologne, le régime nationaliste refusa au contraire à ses minorités ethniques toute autonomie politique et culturelle et mit en place une politique de catholicisation et de répression envers l'intelligentsia biélorusse. Les activistes biélorusses, moins nationalistes que les Ukrainiens et plus sensibles à la propagande soviétique, étaient perçus comme une menace pour le régime polonais. Dans ces circonstances, la BSSR pouvait dans les années 1920 apparaître comme un foyer de rayonnement culturel biélorusse. Cependant, les répressions politiques staliniennes infligèrent un coup d'arrêt fatal à ce processus : à la fin des années 1930, l'élite intellectuelle biélorusse avait été décimée par les purges, généralement accusée de « déviation nationaliste ». La collectivisation de l'agriculture, accompagnée de répressions envers les « koulaks », les paysans aisés, et l'industrialisation de la BSSR à marche forcée achevèrent de transformer en profondeur cette république et de fragiliser la culture traditionnelle paysanne biélorusse.

L'invasion coordonnée de la Pologne par les troupes allemandes et soviétiques en septembre 1939, suite à la conclusion de l'accord Ribbentrop-Molotov, ouvrit un nouveau chapitre dans l'histoire de la Biélorussie. Selon la propagande soviétique, la « réunion » des terres biélorusses et ukrainiennes occidentales à l'Union Soviétique était devenue nécessaire suite à l'effondrement du régime polonais. Avec l'incorporation de nouveaux territoires, la BSSR doubla presque sa population et sa surface, malgré la perte de Vilnius, peuplée pour moitié de Biélorusses mais ajoutée à la République socialiste soviétique de Lituanie. Toutefois, lors de l'invasion allemande de juin 1941, la Biélorussie se trouva en première ligne et dut assumer des pertes humaines et matérielles



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°10 | November 2020

considérables : plus de 2,2 millions de Biélorusses périrent, soit près d'un quart de la population d'avant-guerre, parmi eux entre 500 000 et 800 000 Juifs victimes de la Shoah, et 209 villes et 9200 villages furent détruits. Comme ailleurs en Europe de l'Est, les occupants allemands surent jouer la carte nationaliste : ils mirent en place des structures collaborationnistes, avec l'établissement d'un Conseil Central Biélorusse, et permirent l'établissement d'une Eglise Orthodoxe Autocéphale Biélorusse afin de se gagner les faveurs de la population. Cet épisode a donné par la suite à Loukachenko des arguments contre ses adversaires nationalistes et lui a offert la justification nécessaire pour abandonner le drapeau blanc-rouge-blanc discrédité par les collaborateurs biélorusses et revenir à l'étendard soviétique, symbole de la victoire contre l'envahisseur nazi. En effet, Loukachenko se revendiquait d'un autre héritage mythique : celui de la « république des Partisans », celle dans laquelle l'activité de la résistance communiste contre l'occupant allemand fut la plus forte. La propagande soviétique trouva un terreau fertile dans cette république où chaque village avait été profondément marqué par la guerre, et une nouvelle identité nationale biélorusse soviétique se construisit sur le mythe de la résistance nationale, thème central de la littérature et du cinéma biélorusses d'après-guerre. Avec l'établissement officiel de la ligne Curzon comme frontière entre la Pologne et l'Union soviétique, la BSSR vit aussi sa position renforcée et les gains territoriaux de 1939 avalisés.

A la différence de l'Ukraine ou des pays baltes, qui développèrent dans les années 1970-1980 de puissants mouvements nationalistes et avaient déjà en 1991 une base solide sur laquelle construire une identité nationale, la Biélorussie se distingua par sa loyauté envers les autorités soviétiques et son absence de velléités indépendantistes. Il ne s'agissait cependant pas d'une soumission aveugle au diktat de Moscou, mais d'une stratégie consistant, selon David Marples, à faire avancer les intérêts biélorusses au travers des structures étatiques et du parti. Les deux grandes figures de la vie politique biélorusse d'après-guerre, Kirill Mazourov (Kiryl Mazurau) et Piotr Macherov (Piotr Masherau), premiers secrétaires du parti de BSSR de 1956 à 1965 et de 1965 à 1980 respectivement, étaient issus du mouvement de résistance anti-nazi et donc auréolés d'un prestige dont aucun dirigeant soviétique ne pouvait se vanter. Sous la protection de Mazourov, devenu membre du Politburo, Macherov s'avéra non seulement un leader charismatique, perçu comme honnête et droit, mais également un manager économique efficace. Sous son égide, la BSSR effectua un considérable bond en avant, multipliant sa production industrielle brute par un facteur de 2,32 entre 1970 et 1980. Il a été fait beaucoup de cas de l'hostilité entre Macherov et Brejnev, manifestée par exemple par l'attribution tardive du prestigieux statut de « ville-héros » à Minsk, et le décès du premier secrétaire biélorusse dans un accident de voiture en 1980 a pu éliciter des soupçons d'assassinat. Il serait toutefois exagéré de voir en Macherov un opposant au régime, encore moins un nationaliste. En effet, ses années au pouvoir furent également marquées par une politique de russification dans tous les domaines et son soutien à la culture biélorusse se limita à l'érection de monuments à des auteurs de la renaissance nationale biélorusse. En 1984, seuls 5% des journaux en circulation dans la BSSR étaient en biélorusse et si 74% de la population pouvait parler le biélorusse, seuls un tiers le parlait dans la vie quotidienne. Avec l'accélération de l'urbanisation et de l'industrialisation, le dialecte mêlant russe et biélorusse appelé « trasianka » se répandit également.

Profondément russifiée et soviétisée dans les décennies d'après-guerre, la BSSR connut un certain renouveau national au cours de la perestroïka et dans les premières années post-soviétiques, mais ce sursaut fut de courte durée. Suite à la découverte par l'archéologue Zenon Pozniak (Zianon Pazniak) du charnier de Kuropaty, où des dizaines de milliers de personnes avaient été exécutées en 1937-38, la dénonciation des crimes staliniens et des conséquences en BSSR de la catastrophe de Tchernobyl apparurent comme des enjeux de contestation de premier plan. Créé en 1988-9 sous la houlette de Pozniak, le Front Populaire Biélorusse (BNF) se donna pour objectif de dénoncer ces crimes, de restaurer l'héritage national et de lutter contre l'extinction de la langue biélorusse. Son discours, dénonçant le « génocide » soviétique du peuple biélorusse, était cependant trop radical pour convaincre la majorité de la population. Selon David Marples, le BNF pouvait faire sortir 100 000 personnes dans les rues mais n'avait pas la force de prendre le pouvoir. Ces débats publics conduisirent néanmoins à l'adoption en janvier 1990 d'une loi établissant la langue biélorusse comme seule langue nationale et prévoyant une période de transition de dix ans du russe au biélorusse.

Toutefois, la Biélorussie accéda à l'indépendance non par la puissance de son mouvement national mais entraînée par le cours des événements qui menèrent à la chute de l'Union soviétique. En 1991, les Biélorusses étaient les citoyens soviétiques s'identifiant le plus comme citoyens de l'URSS (69%) et le moins comme citoyens de leur république (24%). Néanmoins, suite à la tentative de putsch conservateur à Moscou, en août 1991, les républiques baltes et ukrainienne déclarèrent leur indépendance et la Biélorussie leur



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°10 | November 2020

emboîta le pas le 25 août. Dans la foulée, Stanislav Chouchkevitch (Stanislav Shushkevich), un communiste de la vieille garde mais avec des sympathies pour le BNF, devint chef de l'Etat. Le 19 septembre, la BSSR était renommée République du Bélarus et le drapeau blanc-rouge-blanc et le blason de Pahonie étaient adoptés comme symboles nationaux. En décembre 1991, les chefs d'Etat biélorusse, russe et ukrainien signaient les accords de Belavej, en Biélorussie occidentale, mettant fin à l'Union soviétique.

Le Belarus après 1991 : à l'est toute ?

Une fois indépendant, le Bélarus pouvait choisir de s'orienter à l'Est, de rejoindre la Communauté des Etats Indépendants (CEI), rassemblant bon nombre d'Etats post-soviétiques, ou au contraire de regarder vers l'Occident, à l'instar des pays d'Europe de l'Est et des Etats baltes. Dans un premier temps, Chouchkevitch opta pour la neutralité politique et militaire, déclinant de rejoindre la CEI ou toute alliance militaire avec la Russie. Ce choix était en ligne avec l'orientation libérale et démocratique de nombreux Etats post-soviétiques, à une époque où la Russie elle-même cherchait à s'attirer les crédits et les faveurs de l'Occident et se lançait sur la voie de réformes économiques.

Toutefois, cette politique fut de courte durée : en 1994, Chouchkevitch fut écarté du pouvoir sur fond d'allégations de corruption. Suite à la promulgation d'une nouvelle constitution, des élections présidentielles furent organisées et remportées, à la surprise générale, par le jeune député Alexandre Loukachenko, qui avait dirigé la commission d'enquête parlementaire, et sut habilement surfer sur la vague d'indignation populaire. A la différence de ses adversaires politiques, Loukachenko était originaire de l'Est, orthodoxe et russophone, et par son passé de directeur de sovkhoze, il pouvait plus aisément parler au peuple que des intellectuels comme Chouchkevitch ou Pozniak. Surtout, en période de grande précarité économique, son discours populiste de retour à une propriété étatique des moyens de production et de restauration des liens économiques et politiques avec la Russie avait plus de succès auprès de la population que le discours nationaliste du BNF centré sur la langue biélorusse.

La première initiative d'envergure de Loukachenko, en 1995, fut de lancer un référendum national sur le rétablissement de l'ancien drapeau soviétique sous une forme légèrement modifiée et l'élévation du russe au statut de langue nationale. Ces questions en forme d'« appât » étaient adjointes de propositions de réformes plus conséquentes, portant sur la politique de rapprochement économique avec la Russie et sur la possibilité pour le président de dissoudre le parlement en cas de « violations grossières de la constitution » - un terme flou laissant une large marge d'appréciation au chef de l'Etat. Au terme d'une confrontation violente avec une fronde parlementaire menée par Pozniak et violemment écrasée par Loukachenko avec le soutien des forces de l'ordre, le référendum fut approuvé par la population. Lors des élections parlementaires de 1995, Loukachenko réussit à éliminer le BNF du parlement, qui devint une force politique extra-parlementaire apte à rassembler des protestataires dans la rue mais sans influence politique réelle. Lorsque le parlement tenta de lancer une procédure de destitution contre le président, celui-ci lança un nouveau referendum, conçu comme le premier pour faire passer la pilule amère de réformes anti-démocratiques à l'aide de mesures populistes, telles que le changement de la date de la fête nationale de la date de la proclamation de la BNR en 1918 à la libération des Nazis en juillet 1944. Ces initiatives n'étaient que les premiers pas vers l'établissement d'un régime autoritaire, entériné par la réélection de Loukachenko en 2001, 2006, 2010, 2015 et 2020, sur fond de fraudes électorales massives et de répressions contre l'opposition.

L'orientation pro-russe du président biélorusse correspondait aux aspirations de la majorité de la population, souhaitant à l'époque une restauration de l'URSS ou du moins une alliance plus forte avec la Russie. En avril 1994, avant même l'élection de Loukachenko, un accord prévoyant une union monétaire et douanière avec la Russie fut conclu, prévoyant également l'octroi par Moscou à Minsk de subsides sous forme de crédits et de livraisons d'hydrocarbures à un prix nettement inférieur à celui du marché international. Après son élection, toutefois, Loukachenko fut contraint de renégocier l'accord dans un sens plus favorable à la Russie, prévoyant l'installation de bases militaires russes sur le sol biélorusse. En février 1995, les deux Etats conclurent un traité d'amitié et de coopération. En avril 1996, un nouveau rapprochement se produisit entre le Bélarus et la Russie, avec la fondation d'une organisation appelée Communauté des Républiques Souveraines, suggérant un projet de restauration de l'URSS : les deux pays uniraient leurs politiques dans le domaine de la politique étrangère, les réformes économiques, le transport, l'énergie, et adopteraient une monnaie unique. Par le traité du 2 avril 1997, la Russie et le Belarus transformaient cette communauté en une union prévoyant une coopération dans les domaines politique, économique, social, militaire, scientifique et culturel et un rapprochement de leurs systèmes législatifs. Ce projet reçut une forme plus concrète avec la signature d'un accord de création de l'Union en décembre 1999.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°10 | November 2020

En 1999, Loukachenko pouvait rêver d'une confédération russo-biélorusse à la tête duquel il aurait pu être élu. Cependant, l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine changea la donne : le président russe fit comprendre à son homologue biélorusse que la seule perspective d'union qu'il envisageait était une absorption du Bélarus dans la fédération de Russie – une perte de souveraineté que le dictateur biélorusse ne pouvait accepter. Depuis lors, aucun pas concret n'a été fait en direction d'une union plus étroite des deux Etats, et les relations russo-biélorusses ont connu des hauts et des bas. Si Moscou s'est servi de la dépendance économique biélorusse pour obtenir sa loyauté, Loukachenko n'a pas hésité à faire les yeux doux à l'Occident lorsque cela lui permettait d'asseoir l'indépendance de son pays et de contrebalancer l'influence russe. Les tensions entre les deux pays se sont notamment fait sentir lors de disputes concernant l'approvisionnement du Bélarus en gaz russe, Moscou ayant progressivement relevé ses tarifs mais continuant néanmoins d'offrir à son allié un tarif préférentiel en échange d'une loyauté politique fluctuante. Et lorsque la Russie annexa la Crimée en 2014, Loukachenko choisit une position ambiguë, soutenant l'intégrité territoriale ukrainienne sans toutefois condamner ouvertement l'agression russe. En accueillant les négociations de paix entre Ukraine, Russie et les républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, il se plaça en position de neutralité. Toutefois la menace d'une annexion de territoires russophones par Moscou sous prétexte de défense de ses « compatriotes » a poussé Loukachenko à accroître son intégration avec l'UE et à mettre en avant ce qui distingue les Biélorusses de leurs voisins.

Quelle forme d'identité biélorusse Loukachenko a-t-il promue depuis 1994 ? Pour Natalia Leshchenko, l'idéologie du régime de Loukachenko est basée sur un « égalitarisme nationaliste » décrivant la nation biélorusse en termes ethniquement inclusifs et basé sur les principes hérités de l'URSS de collectivisme et d'anti-libéralisme. Le rejet des attributs nationaux et de la langue biélorusses ne signifient pas le renoncement à une identité nationale distincte de l'identité russe. La fondation de cette identité dans le champ historique est le mythe de la « république des partisans » et elle est basée sur des valeurs communes plutôt qu'une conception ethnique du peuple. A partir de 2000, renonçant à une intégration plus poussée avec la Russie, Loukachenko a développé une idéologie nationale dont les trois piliers sont l'unicité, l'unité et la souveraineté de la nation biélorusse. Sans renoncer à l'idée de fraternité entre les peuples russe et biélorusse, Loukachenko a présenté les Biélorusses comme la « plus pure » des nations slaves et son modèle économique collectiviste comme dérivant du caractère national de son peuple. Le concept d'unité du peuple a permis au dictateur de contester toute dissidence. Et la mise en avant de la souveraineté nationale lui a permis de s'affranchir aussi bien des conditionnalités de progrès dans le champ démocratique imposées par l'UE que des exigences économiques de la Russie, qui a cherché à investir dans l'économie biélorusse.

Les revers essayés par Loukachenko suite à l'élection présidentielle de 2020 l'ont poussé à quémander le soutien de la Russie, et il sait que Moscou voit d'un mauvais œil le développement d'une nouvelle situation révolutionnaire dans son « étranger proche ». L'entrevue entre Poutine et Loukachenko à Sotchi en septembre 2020 a montré clairement le soutien économique et politique, voire militaire, dont le chef de l'Etat biélorusse peut bénéficier le cas échéant. Il est toutefois difficile de prévoir jusqu'où peut aller ce partenariat de circonstances entre deux chefs d'Etat qui se méfient profondément l'un de l'autre, tout en ayant conscience de la nécessité d'une action commune.

Conclusion

L'identité nationale biélorusse a connu de nombreuses fluctuations et a suivi un chemin qui est loin des chablon de construction d'une identité nationale élaborés au XIXe siècle et répandus à travers l'Europe de l'Est. Le schéma identitaire classique basé sur une langue et une histoire nationale a été mis à mal par des décennies de russification, mais aussi par la promotion de mythes nationaux faisant la part belle à l'intégration au sein d'Etats pluriethniques, qu'il s'agisse du Grand-Duché de Lituanie ou de l'URSS. L'histoire d'une Biélorussie indépendante, limitée avant 1991 à la BNR proclamée en 1918 ou à l'Etat fantoche rétabli sous l'égide des Nazis, n'offrait pas de modèle convaincant de souveraineté nationale. Depuis 1991, le Bélarus a par conséquent été un lieu de contestation entre divers projets nationaux distincts, et le triomphe sous Loukachenko d'un modèle d'identité nationale civique pro-russe n'a pas mis un terme à cette compétition identitaire. Mais la disparition de la langue biélorusse de l'espace public ne signifie pas pour autant une disparition d'une identité biélorusse : comme l'a noté Jan Zaprudnik, les campagnes, où la langue nationale est encore couramment parlée, se sont souvent avérées nettement plus conservatrices et pro-russes que les villes où la langue russe prédomine. Le facteur de la langue est donc moins un indicateur politique qu'il ne l'est en Ukraine et l'on peut parfaitement concevoir l'existence d'un Bélarus russophone doté d'une identité nationale propre, à l'instar de l'Autriche germanophone ou de l'Irlande anglophone.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°10 | November 2020

Si les manifestants biélorusses ont adopté le drapeau blanc-rouge-blanc, leur discours n'est pas à proprement parler nationaliste et ils englobent désormais une frange beaucoup plus large de la population, comme le montre la participation ouvrière aux protestations. Le rejet du modèle de Loukachenko ne signifie pas non plus la promotion d'une identité biélorusse européenne. Tikhanovskaïa s'est certes réfugiée à Vilnius, traditionnel havre des opposants démocrates biélorusses, et a cherché le soutien de l'Europe, mais elle a compris la nécessité de rassurer aussi bien Moscou que son électorat, qui n'a pas voté pour un programme de rupture avec la Russie mais seulement pour mettre fin au règne du « Batka », le « petit père » au pouvoir depuis 26 ans. Symbole du poids de l'héritage soviétique de part et d'autre des barricades, les manifestants se sont réclamés de la chanson « Peremen » (« changements ») du chanteur russe de l'époque soviétique Viktor Tsoï, symbole de l'aspiration de la jeunesse des années 1980 à des changements, mais aussi d'une version russe de l'hymne du mouvement polonais Solidarnosc « Steny rukhnut » (« les murs tomberont »).

Barbara Martin

* Université de Bâle



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°10 | November 2020

Bibliographie :

Center for Russia and Eastern Europe Research Geneva. "La reconfiguration des relations russo-bielorusses après l'annexion de la Crimée en 2014," 20 septembre 2019. <https://creergeneva.org/2019/09/20/la-reconfiguration-des-relations-russo-bielorusses-apres-lannexion-de-la-crimée-en-2014/>.

Leshchenko, Natalia, "The National Ideology and the Basis of the Lukashenka Regime in Belarus", *Europe-Asia Studies*, Vol. 60, N°8 (Oct. 2008), pp. 1419-1433.

Marples, David R. *Belarus: A Denationalized Nation*. Amsterdam, Harwood Academic Publishers, 1999.

Wilson, Andrew. *Belarus*. New Haven, Yale University Press, 2011.

Zaprudnik Jan, "Belarus in search of national identity between 1986 and 200", in Korosteleva, Elena, Lawson, Colin, Marsh, Rosalind, *Contemporary Belarus: Between Democracy and Dictatorship*, Londres, Routledge Curzon, 2003, pp 112-123.